



Conseil de sécurité

Briefing : FISNUA, Soudan / Soudan du Sud

New York, le 05 novembre 2024

Déclaration de la Suisse

Lue par Riccarda Chanda, Représentante permanente adjointe

Merci, Monsieur le Président.

Je remercie la Sous-Secrétaire générale pour l'Afrique, Mme Pobee, pour son exposé. Je salue la participation du Soudan et du Soudan du Sud à cette réunion.

Comme le souligne le Secrétaire général dans son rapport, Abyei reste victime d'une situation sécuritaire fragile et tendue, notamment en raison du conflit en cours au Soudan et de l'incertitude politique au Soudan du Sud.

En l'absence de tout progrès ces dernières années sur la solution politique du statut final d'Abyei et des questions frontalières, et avec peu de perspectives de changement dans un avenir proche, j'aimerais réitérer trois priorités pour améliorer la situation de la population concernée :

Tout d'abord, et comme l'ont également souligné mes collègues, Abyei doit rester une zone démilitarisée et exempte d'armes, conformément à l'accord de 2011 et aux résolutions contraignantes de ce Conseil. Nous restons préoccupés par la présence continue des forces de sécurité Sud-Soudanaises dans le sud d'Abyei et appelons à leur retrait. Cette présence restreint la liberté de mouvement de la FISNUA et donc sa capacité à protéger les civils et à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire. Cela est d'autant plus important que la route vitale d'approvisionnement à travers le Soudan reste bloquée à cause du conflit. Nous appelons également au Soudan et au Soudan du Sud à respecter l'accord sur le statut des forces et à aborder les questions qui y sont liées concernant le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière.

Deuxièmement, il est essentiel d'assurer la protection des civils, tel que l'exige le droit international humanitaire et les droits humains. Nous nous félicitons de la baisse significative de la violence entre les communautés des Ngok Dinka et des Misseriya au cours des derniers mois et nous saluons leur engagement en faveur du dialogue et de réconciliation, ainsi que le soutien crucial de la FISNUA à cet égard. Face aux tensions persistantes entre les communautés des Ngok Dinka, des Twic Dinka et des Nuer dans la partie sud d'Abyei, et aux avertissements d'une possible reprise des affrontements à l'approche de la saison sèche, nous soulignons la nécessité d'un engagement préventif en faveur du dialogue et du respect des droits humains à tous les niveaux. En outre, la prolifération des armes, exacerbée par le conflit au Soudan, doit être traitée de toute urgence.

Troisièmement, la promotion du dialogue et d'une paix inclusive est fondamentale pour répondre aux défis à long-terme à Abyei. À cet égard, et en l'absence du service de police d'Abyei, les comités de protection communautaire et le comité de paix communautaire conjoint jouent un rôle essentiel en termes d'alerte précoce, pour traiter les questions relatives aux droits humains ou à la violence sexuelle et basée sur le genre. Nous saluons leur travail et le soutien de la FISNUA, qui veille à ce que les femmes et les jeunes continuent à jouer un rôle clé. Comme l'a souligné notre présidente lors du débat ouvert du mois dernier consacré aux femmes dans la construction de la paix : les femmes ne doivent pas rester cantonnées à des rôles secondaires dans les processus politiques et dans la promotion de la paix.

Monsieur le Président,

La situation sécuritaire fragile à Abyei et son impact sur les civils exigent notre attention continue, d'autant plus que les récentes inondations, aggravées par le changement climatique, ont intensifié les défis humanitaires. Nous saluons l'engagement résolu de la FISNUA et, en vue du renouvellement du mandat

la semaine prochaine, nous soulignons le rôle essentiel que la mission joue pour assurer la paix et la sécurité ainsi que la protection des civils à Abyei.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Thank you, Mister President.

I would like to thank the Assistant Secretary-General for Africa, Ms. Pobee, for her presentation. I welcome the participation of Sudan and South Sudan in this meeting.

As the Secretary-General highlighted in his report, Abyei remains a victim of the fragile and tense security situation, notably due to the ongoing conflict in Sudan and the political uncertainty in South Sudan.

In the absence of any progress in recent years regarding a political solution to Abyei's final status and to the border issues, and with little prospect for change in the near future, I would like to reiterate three priorities for improving the situation of the affected population:

First, and as my colleagues have also stressed, Abyei must remain a demilitarized and weapons-free zone, in line with the 2011 agreement and binding resolutions of this Council. We remain concerned by the continued presence of South Sudanese security forces in southern Abyei and call for their withdrawal. This presence restricts UNISFA's freedom of movement and therefore its ability to protect civilians and facilitate the delivery of humanitarian aid. This is all the more important as the vital supply route through Sudan remains blocked due to the conflict. We also call on Sudan and South Sudan to respect the Status of Forces Agreement and to address related issues concerning the Joint Border Verification and Monitoring Mechanism.

Second, it is essential to ensure the protection of civilians, as required by international humanitarian law and human rights. We welcome the significant decline in violence between the Ngok Dinka and Misseriya communities in recent months, and commend their commitment to dialogue and reconciliation, as well as the crucial support of UNISFA in this regard. Given the ongoing tensions between the Ngok Dinka, Twic Dinka and Nuer communities in the southern part of Abyei, and warnings of a possible resumption of clashes as the dry season approaches, we stress the need for a preventive engagement for dialogue and the respect of human rights at all levels. Furthermore, the proliferation of weapons, exacerbated by the conflict in Sudan, must be urgently addressed.

Third, the promotion of dialogue and inclusive peace is fundamental to addressing the long-term challenges in Abyei. In this respect, and in the absence of the Abyei Police Service, the Community Protection Committees and the Joint Community Peace Committee play an essential role in terms of early warning, to address human rights issues or sexual and gender-based violence. We commend their work and the support of UNISFA, which ensures that women and youth continue to play a key role. As our President pointed out during last month's open debate on women in peacebuilding: women must not be relegated to secondary roles in political processes and peace-building.

Mister President,

The fragile security situation in Abyei and its impact on civilians demand our continued attention, especially as recent floods, aggravated by climate change, have intensified the humanitarian challenges. We welcome the strong commitment of UNISFA and, with the renewal of the mandate next week, we underline the essential role the mission plays in ensuring peace and security and the protection of civilians in Abyei.

Thank you.